



LES CHÈQUES GRACIEUSEMENT SIGNÉS par Joe Biden à l'ordre du consommateur américain produisent un phénomène dangereux à terme : la hausse des importations.

Relance

JOE BIDEN DANS LE PIÈGE... MAUROY ?

Avertissement. Toute ressemblance avec une personne ayant existé ne serait pas purement fortuite. La relance Biden rappelle étrangement celle du Premier ministre Pierre Mauroy nommé par François Mitterrand, engagée entre le printemps 1981 et l'été 1982. Pas dans ses montants bien sûr, tant le plan américain accumule le nombre de zéros, mais dans sa destinée.

Les chèques gracieusement signés par la Maison-Blanche à l'ordre du consommateur américain pour le faire revenir dans les magasins (400 milliards de dollars au total) parviennent à faire redémarrer la machine économique. Cependant, ils produisent en même temps un phénomène quasi invisible à l'œil nu, mais, à terme, dangereux : une hausse des importations. Pas besoin de connaître tous les secrets d'une balance commerciale pour entrevoir le problème : si, gratifiés du coup de pouce Biden, les citoyens glissent dans leur panier des produits « made in ailleurs », l'argent balancé par le président arrose en partie l'industrie des autres. Sur le seul premier trimestre de 2021, les importations font un bond de 62 milliards de dollars. Dans le même temps, les exportations baissent de 21 milliards.

Les socialistes français ont vécu ce scénario-là, il y a quarante ans. Le Premier ministre Mauroy dopa le pouvoir d'achat à coups d'augmentations du smic et d'allocations diverses transformées en produits venus d'Asie. La leçon de Mauroy-Biden : une politique de relance dans un monde ouvert aux quatre vents de la concurrence ne donne pas sa pleine mesure. La réaction injustement moquée du jeune ministre du Budget français, Laurent Fabius, de « bloquer » à Poitiers les magnétoscopes japonais et de leur imposer une redevance parviendra à contenir la déferlante. Joe Biden va-t-il bloquer les smartphones *made in China* à Nashville ou à Dallas ? Certainement pas. La Maison-Blanche parle en dollars, monnaie mondiale de réserve, quand Matignon cherchait à économiser des devises pour faire face à la baisse du franc sur les marchés des changes.

En revanche, si Joe Biden veut repartir sur une base économique saine – faite, non de subventions, mais de productions *made in USA* –, il devra penser à réactiver une forme de protectionnisme et de relocalisation pour protéger l'industrie américaine de concurrents asiatiques très peu regardants avec les droits sociaux. Sous peine d'imposer au pays « son » tournant de la rigueur. ■ FRANCK DEDIEU

IL A OSÉ LE DIRE

« Michel Bernier »

DANIEL COHN-BENDIT, ex-eurodéputé EELV, *Libération*, le 6 mai 2021.

PRENONS-LES AU MOT

UN "PASS" DANS L'IMPASSE

L'état d'urgence sanitaire allégé et le sensible "pass sanitaire" au menu des députés », titrait *le Figaro* voici peu. De son côté, *la Dépêche du Midi* posait cette question : « À quoi va ressembler le "pass sanitaire" à la française ? ». « Pour accéder à certains services ou structures, il faudra montrer patte blanche avec le pass sanitaire », expliquait de son côté *la Voix du Nord*. Il semble que le « pass » ait peu à peu supplanté le « passeport sanitaire », régulièrement évoqué il y a quelques semaines, et se soit imposé dans les médias, à la manière du « pass culture » cher à l'ancien ministre de la Culture Franck Riester. Le nom masculin « passe », qui permettrait d'éviter un anglicisme, est pourtant attesté depuis le XIX^e siècle. Il peut désigner un objet servant à ouvrir toutes les portes et est alors l'abréviation de « passe-partout » ou encore un « permis de circuler en chemin de fer », mot d'ailleurs formé sur l'anglais *pass*. Un passe au sens d'objet qui « ouvre l'accès à » quelque chose existe donc en français depuis des décennies. Mais, à la manière du « cocooning », mot emprunté à l'anglais *cocoon*, lui-même formé sur le mot « cocon » issu du provençal *coucoun*, on lui préfère un mot anglais, comme si, au cours de cette période de pandémie, on n'avait pas créé suffisamment de néologismes inspirés de la langue de Shakespeare. Pour des politiques dont le rôle se confond de plus en plus souvent avec celui de conseillers en communication, il y a des choix à faire : on ne dirige pas une *start-up nation* comme on dirige un pays. On parlera donc de « pass ». Et ça passe. ■ SAMUEL PIQUET